

Quand Public Eye découvrait comment des multinationales suisses avaient infiltré l'ONU

Il y a 44 ans, Public Eye révélait des documents confidentiels explosifs: les «Multi Papers» montraient comment de hauts dirigeants de multinationales telles que Nestlé, Hoffmann-La Roche, Sulzer et Sandoz s'étaient réunis pour empêcher que l'ONU ne critique les conséquences de leurs activités dans les pays du Sud. Un ancien conseiller fédéral avait également abusé de sa nomination dans un comité consultatif de l'ONU.

ROMEO REGENASS

Tout est parti d'un simple carton de documents poussièreux retrouvé dans l'héritage du diplomate économique Christoph Eckenstein décédé en 1974. Rudolf Strahm, alors secrétaire de la Déclaration de Berne (DB), comme Public Eye s'appelait à l'époque, avait hérité du défunt, avec deux professeurs d'université genevois engagés dans la politique de développement, un million de francs, à charge de financer un institut suisse de recherche sur le développement. La Fondation Christoph Eckenstein, qui avait également pour mission de promouvoir la couverture médiatique relative au « tiers-monde », avait été créée à cette occasion. Strahm avait rencontré Eckenstein en 1970 lors des préparatifs de la « Conférence interconfessionnelle Suisse – Tiers-monde ».

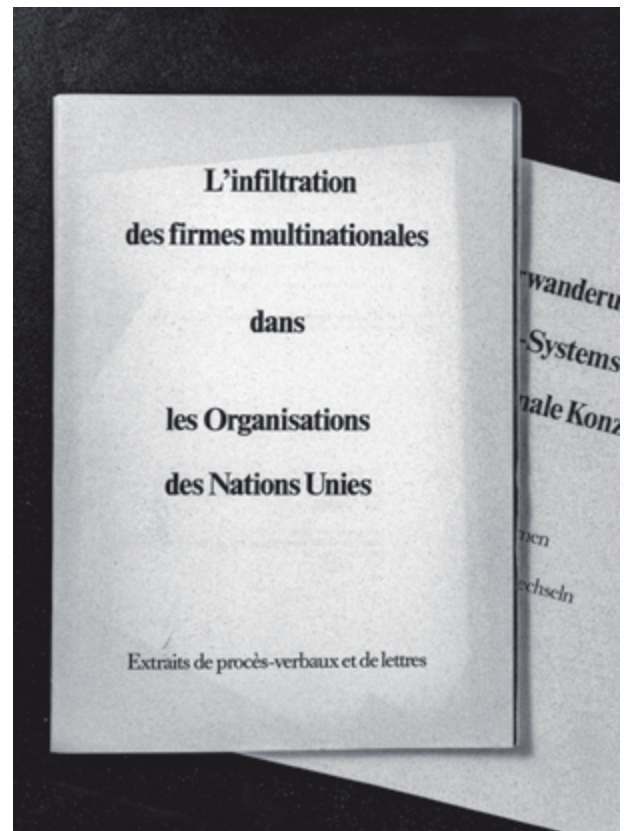
Rudolf Strahm avait eu accès au carton de documents, qui se trouvait dans un institut de l'université de Genève, en sa qualité de membre du conseil de fondation désigné dans le testament. À l'époque, le contenu des dossiers fait l'effet d'une bombe, comme s'en souvient Strahm dans le livre sur l'histoire de la Déclaration de Berne, *Entwicklung heisst Befreiung*, paru en 2008: « En consultant ces vieux documents, nous avons fait des découvertes explosives. Christoph Eckenstein conseillait discrètement des multinationales entre 1972 et 1974 ». Et d'après les documents, celles-ci avaient créé un réseau secret pour représenter leurs intérêts sur le plan international. Elles voulaient faire taire la critique grandissante de leurs pratiques de la part de l'ONU et des médias, et convaincre les gouvernements suisse et d'autres pays occidentaux de défendre leurs stratégies.

Une « neutralisation subversive » de l'ONU et des médias

Documents internes de l'ONU et de multinationales, correspondances entre patrons de grandes entreprises, procès-verbaux classés « confidentiels » au sujet de négociations stratégiques avec le Département fédéral de l'économie, des chambres de commerce internationales et des fonctionnaires alliés à leur cause (tous de sexe masculin à l'époque): plus de cent documents au contenu étourdissant. Dans le viseur des grandes entreprises: un programme dans

le cadre duquel l'ONU et son Conseil économique et social (ECOSOC) voulaient examiner les conséquences des activités des multinationales sur les pays en développement. Les documents montrent en détail comment les grandes entreprises suisses ont tenté, en 1973 et 1974, d'influencer la presse et un groupe de « personnalités éminentes » créé par l'ONU; leur objectif était de « neutraliser de façon subversive » cette dernière, comme l'écrivait la DB en 1978 au sujet de la publication de ces « Multi Papers ».

Il est fait état d'un « groupe de coordination secret qui s'est réuni au moins quinze fois entre 1972 et 1974 », constitué, en plus de deux associations faitières de l'économie, de Brown-Boveri (BBC), Ciba-Geigy, Hoffmann-La Roche, Nestlé, Sandoz et Sulzer. Toute la



fine fleur de l'industrie suisse de l'époque. On peut lire dans les procès-verbaux que l'existence de ce groupe ne devait pas être rendue publique et que ses discussions étaient confidentielles.

Dans le rôle de l'intermédiaire avec les autorités suisses figurait l'ancien conseiller fédéral Hans Schaffner, un radical-démocrate mandaté par les conseils d'administration de Sandoz, d'Alusuisse et d'autres grands groupes, que l'ONU avait aussi choisi dans son groupe de « personnalités éminentes » en raison de sa longue expérience de haut fonctionnaire. Sans scrupules, il transmet des rapports intermédiaires de réunions et de discussions, explicitement qualifiés de « strictement confidentiels », à Sandoz qui les partage à son tour avec d'autres entreprises, sous forme de copies confidentielles numérotées.

Schaffner a même droit à un briefing de Sandoz et consorts avant la rencontre des « personnalités éminentes ». En octobre 1973, lors d'une discussion avec de hauts représentants des multinationales, Schaffner affirme douter que l'opinion de la majorité du groupe et du secrétariat de l'ONU puissent encore vraiment être influencée. Il évoque quatre groupes qui sonnent la charge contre les multinationales : la bureaucratie internationale, les syndicats internationaux, les pays en développement et les États marxistes. Schaffner exprime ensuite son attitude réticente dans un « rapport dissident » co-écrit par les représentants des multinationales.



L'ancien conseiller fédéral Hans Schaffner qui a fourni des rapports confidentiels de l'ONU à des multinationales suisses. (Photo prise en 1961)

Neutraliser les critiques, embrigader les journalistes Schaffner passe aussi à l'action sur le plan international. Il demande par exemple au groupe néerlandais Philips de discipliner le social-démocrate Sicco Mansholt, membre du groupe des « personnalités éminentes ». Le vice-président de la Commission de la CEE (ancêtre de la Commission européenne) et ancien ministre s'était attiré les foudres du conseiller fédéral avec ses interventions critiques envers les multinationales.

En Suisse, le groupe entourant Schaffner travaille les journalistes au corps : certains des plus favorables aux multinationales sont renseignés individuellement, tandis que d'autres se voient même confier la mission de faire l'éloge de l'impact des entreprises dans les pays en développement. Comme le constate alors la DB : « La documentation permet de conclure que les multinationales suisses peuvent s'appuyer sur tout un cercle de journalistes économiques qui leur sont favorables et qu'elles peuvent à tout instant réquisitionner pour soutenir leur combat ».

La Déclaration de Berne à New York

La publication des « Multi Papers » en juin 1978 a été précédée de longues discussions en interne, lors desquelles il même été envisagé de laisser les documents récupérés croupir dans un tiroir. Mais après de nombreuses réunions, consultations et réflexions politiques, il a été décidé que les dossiers appartenaient au grand public et à l'ONU ; « au risque de passer politiquement pour des hérétiques dans le pays », comme l'écrivait alors la DB. Cette position est compréhensible puisque le travail de l'organisation était à l'époque clairement axé sur la politique de développement, et jeter un regard critique sur les multinationales n'était pas encore au cœur de son engagement.

Rudolf Strahm a minutieusement rassemblé des citations originales extraites des nombreux documents qu'il a commentées dans un recueil de soixante pages intitulé *L'infiltration des firmes multinationales dans les Organisations des Nations Unies*. Son alliée de la DB, Anne-Marie Hostenstein, a insisté pour que le tout soit traduit en anglais et, à la veille de la publication en Suisse, elle s'est rendue à New-York avec une valise pleine de brochures pour les distribuer à des cercles onusiens, à des organisations non gouvernementales internationales et à la presse internationale.

Les réactions médiatiques, l'ébullition politique en Suisse et l'écho international ont été impressionnants, des commentaires condamnant les multinationales (« la confédération des patrons ») tandis que d'autres attaquaient le travail de la DB (« exagéré, sans fondement et risible »). Dans une note d'information interne sur les réactions aux « Multi Papers », la Déclaration de Berne écrivait ensuite à ses membres : « L'affrontement avec les multinationales doit continuer ».

Et c'est ce qu'elle fait encore aujourd'hui, sous le nom de Public Eye depuis 2016. ■